

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
rue Pierre Bonnard
64000 Pau

Pau, le 24/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TORAY CARBON FIBERS EUROPE SA

Route de Lagor
Bassin de Lacq - Pôle 4
64150 Abidos

Références : -
Code AIOT : 0005211416

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement TORAY CARBON FIBERS EUROPE SA implanté route nationale 817 lotissement INDUSLACQ 64170 Lacq. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen et de l'étude de dangers révisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TORAY CARBON FIBERS EUROPE SA

- route nationale 817 lotissement INDUSLACQ 64170 Lacq
- Code AIOT : 0005211416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Toray Carbon Fibers Europe est autorisé à exploiter une installation de production de polyacrylonitrile (PAN) sur la commune de Lacq par l'arrêté préfectoral du 27/12/2012. Le site est classé Seveso Seuil Haut et relève de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Probabilité des événements initiateurs liées aux tuyauteries (rupture)	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
3	Probabilité d'inflammation en zone ATEX	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Exclusion fuite 10 % (défaut métallurgique)	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Exclusion phénomène UVCE	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Ruine wagon AN	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
7	ERC arrachement du bras d'empotage	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Automate de sécurité RS	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Automate de sécurité CPU	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notice de réexamen et EDD	Code de l'environnement du 03/03/2014, article R515-98	Sans objet
10	Détection et injection mousse	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
11	Niveau très haut sur cuve AN	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet
12	Tests moyens en eau d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que de nombreuses nouvelles MMR ont été mises en place. L'échéancier de mise en place des nouvelle MMR sera respecté.

Toutefois, une instruction approfondie de l'EDD a permis de questionner l'exploitant sur certaines hypothèses dont des justificatifs sont attendus.

Les tests réalisés le jour de l'inspection ont été concluants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notice de réexamen et EDD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/03/2014, article R515-98
Thème(s) : Risques accidentels, Notice de réexamen
Prescription contrôlée : [...] II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. [...]
Constats : La notice de réexamen, accompagnée de l'EDD révisée, a été transmise le 14 février 2025. Une demande de compléments a été transmise le 19 mai 2025. Des compléments ont été transmis à l'inspection par courrier du 10 octobre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Probabilité des événements initiateurs liées aux tuyauteries (rupture)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Probabilité
Prescription contrôlée : L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets. A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.
Constats : Le jour de l'inspection, il a été contrôlé la probabilité des événements initiateurs liés aux tuyauteries. Cf partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant revoit les phénomènes dangereux associés au rupture de tuyauteries et n'applique aucune décote sous prétexte que ces tuyauteries sont suivis au titre du PMII.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Probabilité d'inflammation en zone ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Probabilité
Prescription contrôlée : L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets. A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.
Constats :

Le jour de l'inspection, il a été vérifié la probabilité d'inflammation retenue par l'exploitant dans les zones ATEX.
Cf partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant revoit l'ensemble des nœuds papillon dont les ERC sont positionnés dans une zone de dépotage et modifie la probabilité d'inflammation associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Exclusion fuite 10 % (défaut métallurgique)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Exclusion fuite 10 %
Prescription contrôlée :
<p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p> <p>A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en oeuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.</p>
Constats :
<p>Le jour de l'inspection, il a été contrôlé comment l'exploitant justifie les exclusions de fuites 10%.</p> <p>Cf partie confidentielle</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet son calcul relatif au volume émis par les tuyauterie en cas de fuite 10% pendant un heure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Exclusion phénomène UVCE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Exclusion UVCE

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p> <p>A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'EDD, l'inspection a constaté que les phénomènes dangereux d'UVCE liés à une perte de confinement de l'AN sont tous exclus.</p> <p>Cf. partie confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise les hypothèses qui ont été rentrées dans le logiciel PHAST au regard de la méthode de calcul utilisé.</p> <p>L'exploitant calcule le débit d'évaporation en reprenant le calcul indiqué dans l'EDD, et vérifie que la formule de l'UIC est cohérente avec la formule de Mackay et Matsugu qui est normalement utilisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Ruine wagon AN

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exclusion événement initiateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.</p> <p>A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans l'EDD, l'inspection a constaté que le scénario « Ruine d'un wagon d'AN en attente hors zone</p>

dépotage » n'a pas été étudié par l'exploitant.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que ce phénomène dangereux était physiquement impossible et ne sera retenu que pour l'élaboration du PPI.

L'inspection rappelle que pour qu'un phénomène dangereux soit physiquement impossible, il faut que *le dimensionnement et la conception d'un équipement soient encadrés par une norme et que le rédacteur de l'étude démontre d'une part la conformité à cette norme et d'autre part l'utilisation de cet équipement dans des conditions ne pouvant mener à des agressions supérieures à celles décrites dans les épreuves qui sont définies dans la norme.*

Cf DEM 1

Le jour de l'inspection, il a été visualisé la zone d'attente des wagons en stationnement. L'exploitant a indiqué que des panneaux seraient installés afin de préciser la zone d'exclusion de stationnement (zone touchée par des effets dominos).

Cf DEM 2

Le jour de l'inspection, il a été constaté qu'aucune zone de stationnement en attente de dépotage n'est prévu pour les camions. En effet, ceux-ci sont vidés dès réception sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

DEM 1 : L'exploitant justifie que les wagons sont utilisés conformément à la réglementation ADR, qu'un défaut métallurgique ne peut pas avoir lieu du fait de la réglementation ADR et que les wagons ne sont pas touchés par des effets dominos thermiques et surpression.

DEM 2 : L'exploitant met en place des panneaux permettant de visualiser la zone d'exclusion pour le stationnement des wagons.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : ERC arrachement du bras d'empotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, ERC

Prescription contrôlée :

L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.

A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage

de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé plusieurs ERC de plusieurs nœuds papillons.

Cf partie confidentielle

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant revoit les nœuds papillon TYD4 et TYD15 afin d'intégrer les événements initiateurs décrits dans les TYD5 et TYD14 et justifie que la probabilité des phénomènes dangereux associés ne modifie par la matrice de criticité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Automate de sécurité RS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Constats :

Le jour de l'inspection, il a été vérifié le SIL de l'automate de sécurité.

Cf partie confidentielle

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf partie confidentielle

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Automate de sécurité CPU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

<p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été contrôlé le SIL de l'automate Eau et Feu. Cf partie confidentielle</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Cf partie confidentielle</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Détection et injection mousse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a été contrôlé que la partie « testable » de la MMR STO AN-10.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces tests sont annuels et réalisés en interne.</p> <p>Le dernier test a eu lieu le 20/06/2025.</p> <p>Le test a été conforme : temps réel d'arrivée d'eau à son débit nominal 70 secondes.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été testé la détection d'acrylonitrile (AN) au niveau de la rétention de la cuve A, à l'aide d'un chiffon imbibé d'éthanol pour simuler la présence d'AN. L'inspection a constaté que le débit nominal d'eau a été réalisé en 67 secondes. Le test a été jugé conforme.</p>

Le jour de l'inspection, il a été contrôlé la présence de l'automate Eau et Feu ainsi que les branchements associés. cf partie confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Niveau très haut sur cuve AN

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a été contrôlé que la partie « testable » de la MMR STO AN-6.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces tests sont annuels et réalisés en interne, selon la procédure de test PT 205 (Test de niveau très haut LSHH sur stockage) du 15 février 2015.</p> <p>Le dernier test a eu lieu le 20/02/2025 et a conclu à la conformité de la MMR.</p> <p>L'inspection a constaté au sein de l'automate de sécurité le câblage des détecteurs de niveau très haut : cf partie confidentielle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Tests moyens en eau d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Tests
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été réalisé les tests suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Test couronne d'eau cuve AN-A (via le test de la MMR STO AN-10 → cf PDC n°10) - Test déversoir dans les rétentions AN-A (via le test de la MMR STO AN-10 → cf PDC n°10) - Test du rideau d'eau autour du local incendie - Test queue de paon entre cuve DMSO et dépotage camion.

L'inspection a constaté :

- le bon fonctionnement des couronnes d'eau de la cuve A d'acrylonitrile.
- le bon fonctionnement des déversoirs présents dans la rétention de la cuve A d'acrylonitrile.
- le bon fonctionnement du rideau d'eau autour du local incendie.
- le bon fonctionnement de la queue de paon située entre la cuve DMSO et le dépotage camion.

Type de suites proposées : Sans suite